

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET URBANISME DURABLE EN MILIEU CÔTIER : LE CAS DE JACQUEVILLE (COTE D'IVOIRE)

Francis Pacôme KOUAKOU

Université Peleforo Gon Coulibaly, Korbogo, Côte d'Ivoire
kouakoufp@yahoo.fr

Résumé

La ville de Jacqueville, cité côtière ivoirienne à environ 50 km à l'ouest d'Abidjan, connaît depuis la construction du pont Philippe Grégoire Yacé en 2015 une urbanisation accélérée génératrice de graves problèmes environnementaux : érosion côtière, dégradation des écosystèmes lagunaires, étalement urbain incontrôlé. La communication institutionnelle constitue un levier stratégique pour orienter cette dynamique vers un urbanisme durable. Cette étude analyse la relation entre les dispositifs communicationnels déployés par les acteurs institutionnels et l'ancrage de l'urbanisme durable à Jacqueville. Elle s'appuie sur une méthodologie mixte à devis convergent, articulant un volet qualitatif (analyse documentaire, 42 entretiens semi-directifs, observations de terrain) et un volet quantitatif (enquête par questionnaire auprès de 220 ménages répartis dans six quartiers), conduits entre janvier et juin 2023. Les résultats révèlent une communication institutionnelle insuffisamment structurée, peu adaptée aux réalités sociolinguistiques locales et largement déconnectée des processus participatifs. Une distorsion majeure est constatée entre la perception des acteurs institutionnels (71 % estiment leurs actions efficaces) et celle des populations riveraines (34 % seulement déclarent avoir été informées avant la mise en œuvre des projets, taux qui chute à 18 % dans les quartiers périphériques). L'enquête quantitative confirme statistiquement l'existence d'une association significative entre le quartier de résidence et le niveau d'information préalable des ménages. L'article plaide pour une communication intégrée, culturellement ancrée et multicanale, faisant des communautés locales des partenaires actifs de la co-construction d'un projet de ville durable.

Mots-clés : *Communication, Institutionnelle, Urbanisme durable, Milieu côtier, Jacqueville.*

Abstract

The coastal city of Jacqueville, located approximately 50 km west of Abidjan (Côte d'Ivoire), has undergone accelerated urbanization since the construction of the Philippe Grégoire Yacé bridge in 2015, generating serious environmental challenges including coastal erosion, lagoon ecosystem degradation and uncontrolled urban sprawl. Institutional communication represents a key strategic lever for steering this dynamic towards sustainable urbanism. This study examines the relationship between communication strategies deployed by institutional actors and the implementation of sustainable urban planning in Jacqueville. It relies on a convergent

mixed-methods design combining a qualitative strand (documentary analysis, 42 semi-structured interviews, field observations) and a quantitative strand (a structured survey administered to 220 households across six neighbourhoods), conducted between January and June 2023. Results reveal poorly structured institutional communication, inadequately adapted to local sociolinguistic realities and largely disconnected from participatory processes. A major gap is observed between institutional actors' perceptions (71% consider their communication effective) and those of local residents (only 34% report being informed prior to project implementation, dropping to 18% in peripheral neighbourhoods). The quantitative survey statistically confirms a significant association between neighbourhood of residence and households' prior level of information. The article advocates for an integrated, culturally situated and multi-channel communication framework positioning local communities as active partners in co-constructing a sustainable urban vision.

Keywords : *Institutional communication, Sustainable urbanism, Coastal environment, Jacqueville.*

1. Introduction

L'Afrique subsaharienne connaît l'une des croissances urbaines les plus rapides au monde. Le taux d'urbanisation du continent est passé de 35 % en 2000 à 43,5 % en 2020, et devrait atteindre environ 50 % d'ici 2035 (UNECA, 2022 : 12), une mégatendance qui exerce une pression considérable sur des territoires aux infrastructures encore fragiles, notamment dans les villes secondaires côtières. Les Nations Unies ont inscrit la réponse à ces défis au cœur de l'Objectif de Développement Durable n° 11 (Nations Unies, 2015 : 21), qui ambitionne de rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables d'ici 2030 ; dans ce cadre global, la communication institutionnelle joue un rôle déterminant dans l'acceptabilité et l'appropriation communautaire des politiques d'urbanisme durable.

Cette urbanisation rapide se double, sur le littoral ouest-africain, d'une vulnérabilité climatique croissante liée à l'érosion côtière et à l'élévation du niveau de la mer, qui menacent simultanément les infrastructures, les moyens de subsistance et le patrimoine culturel des populations riveraines (Plateforme Océan et Climat, 2024). Dans ce contexte, la communication institutionnelle ne relève pas seulement d'un enjeu de gestion de l'image des pouvoirs publics ; elle conditionne directement la capacité des sociétés locales à

anticiper, comprendre et s'approprier les transformations qui affectent leur cadre de vie. Jacqueville, ville-laboratoire exposée à la fois à la pression foncière et aux risques côtiers, offre ainsi un terrain privilégié pour interroger les conditions d'efficacité de cette communication.

La Côte d'Ivoire s'inscrit dans cette dynamique, sa politique urbaine, structurée autour du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan élaboré avec l'appui de la JICA (2014 : 34), vise à répartir la croissance vers des pôles secondaires. C'est dans ce cadre que Jacqueville, presqu'île du District Autonome des Lagunes à environ 50 km à l'ouest d'Abidjan, a été identifiée comme territoire à fort potentiel de développement urbain durable, du fait de sa position géographique singulière, de sa richesse écologique et de la présence de l'Institut Universitaire du Sud (Univ-Sud).

Longtemps préservée de l'étalement urbain par son enclavement géographique, accessible uniquement par bac jusqu'en 2015, la ville a vu sa trajectoire transformée par la construction du pont Philippe Grégoire Yacé, catalyseur économique qui a simultanément ouvert Jacqueville à des flux migratoires intenses, à des pressions immobilières croissantes et à une érosion côtière accélérée (Mediaterrae, 2020). En moins d'une décennie, la ville est passée du statut de destination balnéaire préservée à celui de front urbain en mutation rapide, avec toutes les tensions que cela engendre entre résidents autochtones, néo-résidents, investisseurs et gestionnaires du territoire. Face à cette mutation, le Ministère ivoirien de la Ville a lancé en juillet 2020 une campagne intitulée « Villes côtières, villes durables » (Ministère de la Ville, 2020), qui témoigne d'une prise de conscience politique réelle mais met aussi en lumière une tension structurelle. Elle se situe entre les ambitions institutionnelles d'un urbanisme durable planifié et les réalités d'un territoire où la communication publique reste insuffisamment adaptée aux spécificités sociolinguistiques, culturelles et organisationnelles locales.

La communication institutionnelle, entendue comme l'ensemble des pratiques discursives et informationnelles par lesquelles les

institutions publiques orientent l'opinion et le comportement des acteurs sociaux (Libaert, 2013 : 27), est un levier stratégique reconnu pour l'ancrage des politiques urbaines durables. Pourtant, en contexte africain subsaharien, elle se heurte à des obstacles multiples (fracture linguistique, faible accessibilité numérique, méfiance envers les institutions étatiques et insuffisante articulation avec les formes d'organisation communautaire traditionnelle) (Pieterse et Parnell, 2014 : 58). Ces obstacles se manifestent avec une acuité particulière à Jacqueville, où la complexité écologique et ethnolinguistique du territoire en accentue la portée. Jacqueville fait face à de graves crises environnementales, dominées par une érosion côtière sévère due au changement climatique et à l'extraction clandestine de sable, qui détruit le littoral. La ville subit également la pollution de ses eaux liée à l'exploitation pétrolière offshore et aux rejets de polluants toxiques (POP). Par ailleurs, le boom du tourisme balnéaire engendre une prolifération massive de déchets plastiques sur les plages et dans la lagune Ébrié. Enfin, l'urbanisation rapide entraîne la déforestation du couvert littoral, tandis que la pollution menace directement les ressources de la pêche locale. La question centrale de cette recherche est donc : dans quelle mesure la communication institutionnelle contribue-t-elle à l'ancrage de l'urbanisme durable à Jacqueville, et quels sont les obstacles spécifiques qui en limitent l'efficacité ? L'étude poursuit quatre objectifs : cartographier les dispositifs de communication institutionnelle mobilisés ; mesurer, par voie d'enquête quantitative, le niveau d'information et de confiance des ménages ; identifier les facteurs sociolinguistiques, organisationnels et structurels qui en limitent l'efficacité ; proposer un modèle de communication intégrée adapté au contexte local. Au-delà du cas spécifique de Jacqueville, ces enseignements visent à nourrir la réflexion plus large sur l'adaptation des pratiques de communication publique aux réalités des villes côtières secondaires d'Afrique de l'Ouest, confrontées à des dynamiques comparables d'urbanisation accélérée et de fragilité environnementale.

2. Cadre théorique

2.1. Communication publique participative, légitimité urbaine et sensemaking organisationnel

Cette étude s'appuie sur un triple ancrage théorique. D'abord, le modèle de la communication publique participative développé par Habermas (1987 : 45) dans sa Théorie de l'agir communicationnel, selon lequel la légitimité des politiques publiques dépend de la qualité du délibératif entre institutions et citoyens : une politique d'urbanisme durable ne peut produire des effets durables que si elle est co-construite avec les populations concernées, et non simplement « communiquée » à ces dernières. C'est précisément cet espace délibératif qui fait défaut dans les villes côtières africaines en mutation rapide comme Jacqueville. D'autre part, le paradigme de l'urbanisme durable inclusif (ONU-Habitat, 2016 : 18 ; Watson, 2014 : 218) positionne la participation communautaire comme condition sine qua non de la durabilité des projets urbains en contexte africain : Watson (2014 : 222) a montré que les visions urbaines importées de l'extérieur, les « fantasmes urbains africains », échouent systématiquement lorsqu'elles ignorent les dynamiques d'occupation informelle du sol et les systèmes de valeurs locaux.

Ensuite, la théorie du sensemaking organisationnel de Weick (1995 : 61) complète ce cadre pour analyser comment les institutions « donnent sens » à leurs messages en contexte incertain : confrontées à l'ambiguïté, elles produisent des récits qui leur permettent d'agir collectivement. Transposé à Jacqueville, ce cadre éclaire pourquoi les institutions impliquées (mairie, ministère, société de gestion) produisent des messages parfois contradictoires, chacune élaborant son propre « sens » de l'urbanisme durable sans référence à un cadre commun partagé.

Enfin, la théorie du marketing territorial durable (Meyronin, 2012) est un champ de recherche et de pratique né de la convergence entre le marketing territorial classique (attractivité et promotion des espaces) et les impératifs du développement durable. Elle repense la manière dont une collectivité locale ou un État valorise

et gère son territoire. Cette théorie opère un basculement doctrinal, conceptualisé par des chercheurs comme Meyronin (2012) ou Joël Gayet. Le territoire n'est plus un produit à consommer, mais un écosystème vivant et un bien commun à préserver. L'objectif n'est plus la croissance aveugle, mais l'hospitalité sélective et soutenable. Il s'agit de chercher une attractivité équilibrée, qui respecte la capacité de charge écologique du milieu et améliore la qualité de vie des habitants actuels avant de séduire les flux extérieurs. L'intégration de la théorie du marketing territorial durable dans le cadre de cette étude permet d'analyser la manière dont les institutions publiques de Jacqueville repensent la valorisation de leur territoire face aux urgences écologiques. Longtemps promue à travers un marketing balnéaire classique centré sur le tourisme de masse et le boom immobilier, la ville subit aujourd'hui les limites de ce modèle (érosion côtière, pollution plastique, déforestation littorale).

2.2. Pluralisme communicationnel et villes africaines

La littérature sur la communication publique en Afrique subsaharienne insiste sur la nécessité de dépasser les modèles hérités du paradigme occidental, insuffisamment adaptés à la complexité des villes africaines (Pieterse & Parnell, 2014 : 63). Les populations y naviguent simultanément entre canaux formels, réseaux informels (bouche-à-oreille, crieurs publics, autorités traditionnelles) et plateformes numériques émergentes, ce qui suppose une stratégie institutionnelle multicanale. À Jacqueville, cette pluralité prend une dimension supplémentaire liée à la diversité linguistique et ethnique du territoire. Les populations autochtones alladianes, avikam et ahizi, auxquelles s'ajoutent de nombreux allochtones, ne partagent ni les mêmes référentiels symboliques ni les mêmes pratiques communicationnelles (FNAU, 2020 : 74).

2.3. L'approche mixte comme réponse à la complexité communicationnelle

La complexité des phénomènes communicationnels en contexte urbain africain invite à dépasser le seul recours aux méthodes qualitatives ou quantitatives prises isolément. Tashakkori et Teddlie (2010 : 39) définissent la recherche à méthodes mixtes comme celle qui intègre, au sein d'une même étude, des éléments d'approches qualitative et quantitative, pour élargir et renforcer la portée des conclusions. Appliquée à la communication institutionnelle, cette approche permet de restituer à la fois l'épaisseur signifiante des discours et des perceptions (volet qualitatif) et l'ampleur statistique des écarts de connaissance et de confiance au sein de la population (volet quantitatif), double exigence qui a guidé le choix méthodologique de la présente étude.

3. Méthodologie

3.1. Aire d'étude

Jacqueville est le chef-lieu du département éponyme, situé dans la Région des Grands Ponts, District Autonome des Lagunes (Côte d'Ivoire), implanté sur une langue de terre bordée par l'océan Atlantique au sud et la lagune Ebrié au nord. Le département comptait 52 871 habitants en 1998 (RGPH, 1998) ; les estimations actuelles situent la population entre 80 000 et 95 000 habitants, croissance induite notamment par la construction du pont de 2015. Le territoire présente une remarquable diversité écologique (plages, mangroves, côtes lagunaires, palmeraies), qui en fait un espace particulièrement exposé aux risques liés à l'urbanisation non maîtrisée. La présence de l'Institut Universitaire du Sud (Univ-Sud) confère par ailleurs à Jacqueville un statut singulier de territoire de recherche sur le développement durable (Univ-Sud, 2021).

3.2. Devis de recherche à méthodes mixtes

Conformément au cadre défini par Creswell et Plano Clark (2017 : 76), l'étude retient un devis mixte convergent, dans lequel les volets

qualitatif et quantitatif sont conduits de façon quasi simultanée entre janvier et juin 2023, puis mis en dialogue au moment de l'interprétation, afin d'assurer la robustesse des résultats et de compenser les limites propres à chaque approche prise isolément. Le volet qualitatif repose sur trois modalités complémentaires. Une analyse documentaire systématique (textes officiels, plans d'urbanisme, rapports institutionnels, 2015-2023) ; 42 entretiens semi-directifs conduits auprès de responsables de la mairie ($n = 8$), de représentants du Ministère de la Ville ($n = 5$), d'agents de la Société de Gestion et d'Exploitation de Jacqueville ($n = 4$), de membres d'organisations de la société civile ($n = 10$), d'habitants des quartiers riverains ($n = 10$) et de chercheurs en urbanisme ($n = 5$), d'une durée moyenne de 50 minutes, enregistrés et retranscrits avec l'accord des participants ; et des observations directes non participantes menées lors de réunions communautaires et d'ateliers de sensibilisation. Les entretiens ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique selon la méthode de Bardin (2013 : 137), à l'aide du logiciel MAXQDA 2022, autour de trois axes à savoir la nature des dispositifs, perceptions de leur efficacité, obstacles et leviers identifiés.

Le volet quantitatif s'appuie sur une enquête par questionnaire structuré, administrée en face-à-face auprès de 220 chefs de ménage résidant dans six quartiers de Jacqueville (Centre-ville, Jacqueville-Plage, Matrala, Tchintchinn, Wognon, Adoukro), par sondage aléatoire stratifié proportionnel au poids démographique de chaque quartier, avec un intervalle de confiance de 95 % et une marge d'erreur maximale de 6,5 %. Le questionnaire, administré en français avec traduction orale en langues locales lorsque nécessaire, portait sur les caractéristiques sociodémographiques du répondant, la connaissance préalable des projets d'urbanisme durable, la confiance accordée à l'information institutionnelle (échelle de Likert en cinq points) et le canal d'information le plus fréquemment mobilisé. Les données ont été traitées avec SPSS 26 (statistiques descriptives et test du khi-carré d'indépendance pour

évaluer l'association entre quartier de résidence et niveau d'information préalable).

L'intégration des deux volets s'est opérée à l'étape de l'interprétation, par comparaison systématique des tendances statistiques et des thèmes qualitatifs, et la validité interne a été renforcée par la triangulation des sources et par des sessions de restitution auprès de trois informateurs-clés en août 2023 (« member checking », Creswell & Plano Clark, 2017 : 91). Tous les participants ont donné leur consentement éclairé ; leur anonymat est préservé par l'attribution de codes alphanumériques.

4. Résultats

4.1. Cartographie des dispositifs de communication institutionnelle

L'analyse documentaire et les entretiens révèlent l'existence de plusieurs dispositifs de communication institutionnelle autour de l'urbanisme durable à Jacqueville. On distingue principalement la campagne ministérielle « Villes côtières, villes durables » de juillet 2020 ; les réunions de quartier organisées par la mairie ; les panneaux d'affichage institutionnels disséminés dans les principales artères de la ville ; les communications via la radio locale ; et, de manière croissante, les réseaux sociaux, notamment la page Facebook officielle de la mairie.

Toutefois, cette cartographie révèle d'importantes lacunes. Parmi les 42 acteurs interrogés en entretien, 78 % estiment que les messages institutionnels sont « ponctuels et épisodiques » plutôt que s'inscrivant dans une stratégie de communication durable et cohérente. Cette perception est partagée par des acteurs aussi bien du côté institutionnel que du côté de la société civile. Un agent de l'ANADER rencontré lors d'un atelier de sensibilisation le formule ainsi :

« Les campagnes arrivent, elles font du bruit pendant deux ou trois jours, et puis elles disparaissent. Après, plus personne n'en

parle jusqu'à la prochaine campagne. » (Agent ANADER, Entretien n° 17, mars 2023)

Plus significatif encore, aucun document officiel de communication sur l'urbanisme durable n'est disponible dans les langues vernaculaires locales (alladian, avikam, ahizi), ce qui illustre un angle mort majeur de la stratégie institutionnelle.

4.2. Résultats de l'enquête quantitative par questionnaire

L'enquête par questionnaire administrée auprès de 220 ménages confirme, à l'échelle statistique, les tendances dégagées par le volet qualitatif. Au global, seuls 31 % des ménages enquêtés déclarent avoir eu connaissance d'un projet d'urbanisme durable avant sa mise en œuvre, et 27 % seulement affirment faire confiance à l'information institutionnelle transmise par la mairie ou le ministère. Le tableau 1 présente la répartition de ces résultats par quartier.

Tableau 1. Connaissance préalable des projets et confiance dans l'information institutionnelle, par quartier (enquête par questionnaire, n = 220)

Quartier	Effectif	Connaissance préalable (%)	Confiance dans l'information (%)	Canal principal cité
Centre-ville	58	52	41	Radio locale
Adoukro / zone du pont	44	46	38	Réseaux sociaux
Tchintchinn	26	19	22	Réunions de quartier
Wognon	28	20	19	Bouche-à-oreille
Jacqueville-Plage	34	21	18	Bouche-à-oreille

Matrala	30	17	15	Crieur public
Ensemble	220	31	27	-

Source : Notre enquête par questionnaire, terrain, janvier-juin 2023.

Le test du khi-carré d'indépendance confirme l'existence d'une association statistiquement significative entre le quartier de résidence et le niveau de connaissance préalable des projets (χ^2 (5, N = 220) = 34,7 ; p < ,001). Les quartiers centraux et ceux riverains du pont, mieux desservis par la radio locale et les réseaux sociaux, affichent des niveaux de connaissance et de confiance nettement supérieurs à ceux des quartiers périphériques comme Matrala et Jacqueville-Plage, davantage tributaires de canaux informels. Ce résultat corrobore et affine, à l'échelle de l'ensemble de la population, la distorsion déjà repérée par les entretiens qualitatifs.

4.3. Perception des acteurs et réception des messages

Les résultats qualitatifs mettent en évidence une divergence significative dans la réception des messages institutionnels selon les groupes d'acteurs. Un responsable de la mairie, interrogé sur la campagne de juillet 2020, déclare :

*« Nous avons fait tout ce qu'il fallait, notamment des banderoles, des annonces à la radio, une réunion publique avec le préfet. Les gens ont été informés, je peux vous l'assurer. »
(Cadre municipal, Entretien n° 3, février 2023)*

Au total, 71 % des représentants institutionnels interrogés estiment que leurs initiatives ont permis de sensibiliser les populations. En revanche, seuls 34 % des habitants des quartiers riverains interrogés en entretien déclarent avoir été informés avant la mise en œuvre des projets, un résultat que le questionnaire situe à 31 % sur l'ensemble de l'échantillon, avec une chute à 18 % dans les quartiers périphériques. Cette distorsion illustre ce que Habermas (1987 : 52) désigne comme la « colonisation du monde vécu » par

les systèmes institutionnels. Il s'agit d'une communication à sens unique où les citoyens sont davantage des destinataires passifs que des partenaires actifs. Un chef de quartier de Matrala résume cette tension :

« On nous dit ce qui va se faire, on ne nous demande pas ce qu'on veut. Le pont a tout changé, mais personne n'est venu nous demander comment on voulait que ça change. Maintenant les gens viennent construire n'importe comment et nous, on subit. »
(Chef de quartier, Matrala, Entretien n° 24, avril 2023)

La présidente d'une association féminine partage une lecture voisine, teintée d'un sentiment d'exclusion genrée des espaces de décision :

« Quand il y a une réunion, ce sont toujours les mêmes hommes qui sont invités. Nous, les femmes, on apprend les décisions après, par nos maris ou par la rumeur. Pourtant c'est nous qui gérons les marchés, qui savons ce qui se passe dans les foyers. »
(Présidente d'association féminine, Entretien n° 31, mai 2023)

Un jeune résident de Jacqueville-Plage insiste, lui, sur le décalage générationnel dans l'accès à l'information :

« Moi, je m'informe sur Facebook et WhatsApp, pas à la radio. Mais la page de la mairie, elle ne parle presque jamais des projets de construction, juste des cérémonies officielles. Pour savoir ce qui se passe vraiment, il faut être sur place. » (Résident, 24 ans, Jacqueville-Plage, Entretien n° 36, mai 2023)

Par contraste, les chercheurs interrogés soulignent que les dynamiques communicationnelles autour du projet « Adoukro Ville Nouvelle » représentent une rupture partielle avec ce modèle descendant. Un enseignant-chercheur de l'Univ-Sud observe :

« Pour Adoukro, il y a eu une vraie médiatisation, la maquette a été montrée, il y a eu des consultations avec les conseils de quartier. Le problème, c'est que cette communication vise surtout les investisseurs et les partenaires internationaux. Les habitants qui vivent déjà là restent en périphérie du dispositif. »
(Chercheur, Univ-Sud, Entretien n° 40, juin 2023)

La présentation publique de la maquette et la médiatisation nationale du projet ont ainsi installé une certaine visibilité de l'ambition urbaine de Jacqueville, mais cette communication reste orientée vers des publics externes, au détriment des populations résidentes concernées au premier chef.

4.4. Obstacles à l'efficacité de la communication institutionnelle

Quatre catégories d'obstacles ont été identifiées par le croisement des données qualitatives et quantitatives. La première est sociolinguistique. En effet, la population de Jacqueville est majoritairement allophone ou faiblement francophone dans les zones périphériques, et les langues vernaculaires locales (alladian, avikam, ahizi) ne bénéficient d'aucune politique de communication publique systématique, ce qui limite l'adhésion des communautés les plus vulnérables. La deuxième relève de la fracture numérique : seuls 22 % des ménages enquêtés déclarent avoir consulté le Facebook officiel de la mairie, la fracture entre zones urbaines et périphériques, générations et genres en réduisant considérablement la portée réelle.

La troisième catégorie concerne le déficit de participation citoyenne. Les ateliers communautaires, bien que ponctuellement organisés, souffrent d'un manque de suivi et d'absence de retour d'information vers les populations, ce qui engendre un sentiment de dépossession se traduisant parfois par des occupations illégales de parcelles avant les lotissements. Un agent de la Société de Gestion et d'Exploitation de Jacqueville reconnaît cette difficulté :

« On sensibilise, mais après, il n'y a pas de suivi. Les gens posent des questions pendant la réunion, et souvent on ne revient jamais leur donner les réponses. Forcément, la confiance s'effrite. »

La quatrième catégorie est institutionnelle. La fragmentation des responsabilités entre la mairie, le Ministère de la Ville et la Société de Gestion et d'Exploitation de Jacqueville produit une communication disparate. Comme le souligne Weick (1995 : 74),

l'absence d'un cadre commun de « construction de sens » conduit à la perte de lisibilité des messages institutionnels.

4.5. Effets observés sur l'urbanisme durable

Les observations de terrain permettent de dresser un tableau contrasté. D'un côté, plusieurs avancées positives, infrastructures sportives et sociales dans plusieurs quartiers, règles de construction encadrées dans certains lotissements communaux, et l'émergence du projet « Adoukro Ville Nouvelle » sur 2 384 ha, présenté comme un pôle urbain moderne et durable intégrant espaces verts, zones tampons côtières et mobilité douce (Abidjan Économie, 2024). De l'autre, la croissance urbaine non planifiée dans les zones périphériques se poursuit malgré les campagnes de sensibilisation. Des constructions illicites continuent de s'ériger dans des zones inondables ou en recul côtier, révélant un décalage persistant entre discours institutionnel et pratiques effectives.

Ce décalage est particulièrement visible dans la gestion du trait de côte. Un habitant âgé de 68 ans, autochtone alladian de Tchintchinn, témoigne de ce paradoxe vécu depuis plusieurs décennies :

« Depuis que je suis enfant, la mer a avancé de plusieurs dizaines de mètres. On nous dit de ne plus construire près de l'eau, mais dans le même temps, on voit sortir de terre des maisons neuves juste à côté de la plage, avec des papiers en règle.

Qui croire ? »

Les observations confirment que des constructions nouvelles continuent d'être érigées dans ces zones à risque, parfois avec des autorisations délivrées par des acteurs intermédiaires, contradiction qui sape la crédibilité des messages institutionnels et renforce la méfiance des populations (Vovor, 2024).

5. Discussion

5.1. Vers une communication intégrée et culturellement située

Les résultats de cette étude confirment les enseignements de la littérature sur la communication publique en contexte africain. Pieterse et Parnell (2014 : 66) soulignent la nécessité de dépasser les modèles communicationnels verticaux. À Jacqueville, cette reconfiguration appelle une pluralisation des supports (radio communautaire en langues locales, crieurs publics, animations de quartier), une adaptation des messages aux référentiels symboliques locaux, et une mobilisation des autorités traditionnelles comme réseaux de médiation, ce que la littérature désigne comme le « tournant participatif » de la communication institutionnelle (FNAU, 2020 : 81), qui suppose une formation des agents institutionnels aux dynamiques sociolinguistiques locales et une refonte des critères d'évaluation de l'efficacité communicationnelle, au-delà de la seule quantification des supports produits. Ce constat rejoint les travaux les plus récents sur la gouvernance urbaine inclusive en Afrique, qui insistent sur le fait que la participation citoyenne et la coopération multi-acteurs constituent une condition de légitimité de l'action publique urbaine, et non un simple supplément procédural (Letsetsengui, 2025 : 52).

L'expérience d'autres pays africains est instructive. En effet, au Sénégal, l'implication systématique des groupements de femmes et des associations de jeunes comme co-concepteurs des messages a permis d'augmenter significativement le taux d'appropriation des politiques urbaines dans les quartiers irréguliers de Dakar (Vovor, 2024). À Jacqueville, la Fédération des Associations Féminines et les comités de jeunes constituent des relais naturels largement sous-mobilisés, comme le confirme le témoignage de la présidente d'association féminine cité plus haut.

Le déficit de communication participative observé à Jacqueville n'est du reste pas une singularité locale : une étude récente conduite

dans le quartier Koweït de Yopougon (Abidjan) montre que l'absence de dispositifs institutionnels adaptés aux réalités locales engendre un désordre urbain comparable, nourri par un sentiment d'exclusion des habitants des processus décisionnels (D.Y. & Pornan, 2025). Ce parallèle avec un contexte urbain ivoirien distinct conforte l'hypothèse d'un déficit structurel de la communication institutionnelle face à la participation citoyenne, plutôt que d'une défaillance ponctuelle propre à Jacqueville.

On peut ainsi proposer un modèle de communication institutionnelle intégrée pour Jacqueville, articulé autour de quatre dimensions : « culturelle et linguistique » (messages en langues vernaculaires, supports adaptés à l'oralité) ; « relationnelle et de proximité » (chefs de quartier et associations comme co-émetteurs) ; « numérique et multimodale » (vidéos courtes en langues locales sur WhatsApp, en priorité dans les quartiers connectés comme Adoukro) ; « délibérative et rétroactive » (mécanismes systématiques de retour d'information). Ce modèle propose de passer d'une logique d'information à une logique de co-construction, conformément aux recommandations du Nouveau Programme pour les Villes (ONU-Habitat, 2016 : 29).

5.2. Le numérique comme une opportunité conditionnelle

La FNAU (2020 : 88) souligne le rôle croissant du numérique comme accélérateur des ODD pour les villes africaines, tendance perceptible à Jacqueville chez les moins de 35 ans. Nos résultats invitent néanmoins à la prudence car seuls 22 % des ménages consultent la page Facebook institutionnelle, un chiffre nettement inférieur à celui observé à Adoukro, mieux connecté. Les plateformes numériques doivent donc être envisagées comme un canal complémentaire et non exclusif, dont l'efficacité dépend aussi du format. Les vidéos courtes en langues locales diffusées sur WhatsApp s'avèrent plus efficaces que les communiqués officiels en français publiés sur Facebook (Urbanisme Francophonie, 2024).

5.3. Participation citoyenne, apports du devis mixte et limites de la recherche

Conformément aux travaux d'ONU-Habitat (2016 : 33), cette étude confirme que la durabilité des projets urbains à Jacqueville est intrinsèquement liée à la qualité de la participation citoyenne en amont de leur conception (ateliers communautaires, forums de discussion et consultations publiques) en sont des instruments pertinents (Urbanisme Francophonie, 2024), et l'expérience de l'Univ-Sud illustre la valeur ajoutée d'une approche participative structurée. Cette exigence trouve un écho régional : dans la commune de Yoff, à Dakar, l'implication des conseils de quartier traditionnels et de comités de jeunes et d'âinés dans la co-conception des ouvrages de protection côtière a permis d'ancrer davantage les mesures d'adaptation dans les pratiques locales (Plateforme Océan et Climat, 2024). Une démarche comparable, mobilisant les chefs de quartier et les associations de Jacqueville déjà identifiés comme relais sous-exploités, pourrait renforcer l'acceptabilité sociale des futurs projets d'aménagement côtier. Plus fondamentalement, cette intégration suppose une transformation de la représentation que les institutions se font de leur propre rôle. Elles ne sont plus émettrices d'un message destiné à orienter un public passif, mais partenaires d'un processus dialogique de construction collective du projet de ville. Ce qui implique des changements organisationnels et une volonté politique de partager le pouvoir décisionnel avec les communautés locales.

Le recours à un devis mixte convergent s'est révélé heuristique. L'enquête par questionnaire a permis de vérifier, sur un échantillon représentatif de 220 ménages, que les constats issus des 42 entretiens qualitatifs correspondaient à une tendance statistiquement significative et généralisable à l'échelle de la ville, tandis que les verbatims ont permis d'interpréter les écarts statistiques observés, sans lesquels les pourcentages resteraient des chiffres abstraits, difficiles à traduire en recommandations opérationnelles (Tashakkori et Teddlie, 2010 : 44). Cette étude présente néanmoins des limites. La taille de l'échantillon qualitatif,

la base de sondage construite à partir d'estimations démographiques faute de recensement récent exhaustif, une période de collecte qui ne permet pas de saisir la dynamique évolutive du projet « Adoukro Ville Nouvelle », et un possible biais de désirabilité sociale chez les acteurs institutionnels. Des recherches longitudinales et comparatives avec d'autres villes côtières de la sous-région seraient nécessaires pour généraliser ces conclusions.

6. Conclusion

Cet article s'est intéressé à la communication institutionnelle au service de l'urbanisme durable dans la ville côtière de Jacqueville (Côte d'Ivoire), territoire dont la trajectoire a été bouleversée depuis 2015 par la construction du pont Philippe Grégoire Yacé, catalyseur d'une urbanisation accélérée génératrice d'érosion côtière, de dégradation des écosystèmes lagunaires et d'étalement urbain incontrôlé. La problématique centrale portait sur la tension entre les ambitions institutionnelles d'un urbanisme durable planifié, portées notamment par la campagne ministérielle « Villes côtières, villes durables » et par le projet « Adoukro Ville Nouvelle », et les réalités d'un territoire où la communication publique reste insuffisamment adaptée aux spécificités sociolinguistiques, culturelles et organisationnelles locales.

L'étude poursuivait quatre objectifs à savoir cartographier les dispositifs de communication institutionnelle mobilisés à Jacqueville ; mesurer, par voie d'enquête quantitative, le niveau d'information et de confiance des ménages ; identifier les facteurs qui limitent l'efficacité de ces dispositifs ; et proposer un modèle de communication intégrée adapté au contexte local. Pour y répondre, elle a mobilisé une approche mixte convergente associant 42 entretiens semi-directifs, une analyse documentaire et des observations de terrain, à une enquête par questionnaire administrée auprès de 220 ménages répartis dans six quartiers.

Les résultats obtenus révèlent une communication institutionnelle insuffisamment structurée et largement déconnectée des processus participatifs, avec une distorsion majeure entre la perception des acteurs institutionnels, 71 % s'estimant efficaces, et celle des populations riveraines, seules 34 % desquelles déclarent avoir été informées avant la mise en œuvre des projets (31 % dans l'enquête par questionnaire, taux confirmé statistiquement comme significativement associé au quartier de résidence, et chutant à 18 % dans les quartiers périphériques). Quatre catégories d'obstacles ont été mises en évidence : sociolinguistique, numérique, participatif et institutionnel, de même que des effets contrastés sur le terrain, entre avancées réelles (infrastructures, projet Adoukro) et persistance de constructions non maîtrisées en zone à risque.

Sur le plan théorique, la mise en dialogue de la communication publique participative (Habermas, 1987), de l'urbanisme durable inclusif (ONU-Habitat, 2016 ; Watson, 2014) et du sensemaking organisationnel (Weick, 1995), complétée par le marketing territorial durable (Meyronin, 2012), a permis de saisir à la fois la dimension délibérative, la dimension territoriale et la dimension organisationnelle du problème communicationnel observé à Jacquerville. La discussion a par ailleurs montré, à la lumière d'expériences comparables menées à Dakar (Vovor, 2024 ; Plateforme Océan et Climat, 2024) et dans d'autres contextes urbains ivoiriens comme le quartier Koweït de Yopougon (D.Y. & Pornan, 2025), que le déficit de communication participative observé n'est pas une singularité locale mais une difficulté structurelle largement partagée par les villes africaines en forte croissance, ce qui renforce la portée du modèle de communication intégrée proposé, articulé autour des dimensions culturelle et linguistique, relationnelle, numérique et délibérative (Letsetsengui, 2025).

Ces résultats plaident pour une communication intégrée, culturellement ancrée et multicanale, faisant des communautés locales des partenaires actifs de la co-construction d'un projet de ville durable, condition sans laquelle les ambitions affichées pour

Jacquerville resteront, comme le redoutent plusieurs de ses habitants, des promesses non tenues. Sa mise en œuvre suppose une volonté politique claire de la part des acteurs institutionnels de Jacquerville, du Ministère de la Ville et de la Société de Gestion et d'Exploitation, d'investir dans une communication réellement dialogique ; elle pourrait utilement être testée, dans de futures recherches, à l'échelle d'autres villes côtières secondaires ivoiriennes confrontées à des dynamiques d'urbanisation comparables.

Bibliographie

ABIDJAN ÉCONOMIE, 2024. « Le projet ville nouvelle à Jacquerville se concrétise : la maquette venue de Chine présentée au Ministre-Gouverneur Vincent Lohoués », [en ligne], consulté le 1er avril 2024, disponible sur : <https://www.abidjaneconomie.net>.

BARDIN Laurence, 2013. L'analyse de contenu (2^e éd.), Paris, Presses Universitaires de France.

CRESWELL John Ward et PLANO CLARK Vicki, 2017. Designing and Conducting Mixed Methods Research (3^e éd.), Thousand Oaks, SAGE Publications.

YAO Dorcas Ange Isabelle et PORNAN Mourlaye, 2025. « Élaboration des Plans d'Urbanisme Directeur (PUD) et désordre urbain dans le quartier Koweït (Yopougon, Abidjan) : quel rôle de la participation des habitants ? », Revue Internationale du Chercheur, vol. 6, n°4, pp. 786-810.

FÉDÉRATION NATIONALE DES AGENCES D'URBANISME (FNAU), 2020. Vers des villes africaines durables, Paris, Éditions Gallimard Alternatives.

HABERMAS Jürgen, 1987. Théorie de l'agir communicationnel (trad. J.-M. Ferry), Paris, Fayard.

JICA – Agence Japonaise de Coopération Internationale, 2014. République de Côte d'Ivoire. Projet de développement du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan (SDUGA), rapport, Tokyo, JICA.

LETSETSENGUI Marthe Prisca, 2025. « La gouvernance urbaine inclusive en Afrique : vers une planification participative », Habitat et Villes Durables, n°18, pp. 45-63.

LIBAERT Thierry, 2013. La communication de crise (4^e éd.), Paris, Dunod.

MEDIATERRE, 2020. « Côte d'Ivoire : promotion du développement urbain durable », [en ligne], consulté le 15 février 2024, disponible sur : <https://www.mediaterre.org>.

MEYRONIN Benoît, 2012. Marketing territorial : enjeux et pratiques (2^e éd.), Paris, Vuibert.

MINISTÈRE DE LA VILLE, RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 2020. Campagne de vulgarisation "Villes côtières, villes durables" - Commune de Jacqueville, 23-24 juillet 2020, rapport, Abidjan, Ministère de la Ville.

NATIONS UNIES, 2015. Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Résolution A/RES/70/1, New York, Assemblée générale des Nations Unies.

ONU-HABITAT, 2016. Nouveau Programme pour les villes (Habitat III), Quito, Nations Unies.

PIETERSE Edgar et PARNELL Susan (dir.), 2014. Africa's Urban Revolution, Londres/New York, Zed Books.

PLATEFORME OCÉAN ET CLIMAT [Sea'ties], 2024. Adapter les villes et territoires côtiers à l'élévation du niveau de la mer en Afrique de l'Ouest : défis et bonnes pratiques, rapport régional, Paris, Plateforme Océan & Climat.

TASHAKKORI Abbas et TEDDLIE Charles, 2010. Sage Handbook of Mixed Methods in Social & Behavioral Research (2^e éd.), Thousand Oaks, SAGE Publications.

UNECA – Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies, 2022. Cities: Gateways for Africa's Regional Integration, Addis-Abeba, Nations Unies.

UNIV-SUD, 2021. « Présentation de l'Institut Universitaire du Sud », [en ligne], consulté le 10 janvier 2024, disponible sur : <https://univ-sud.org>.

URBANISME FRANCOPHONIE, 2024. « Urbanisme informel en Afrique : quelles transitions vers la durabilité ? », [en ligne], consulté le 20 mars 2024, disponible sur : <https://www.urbanisme-francophonie.org>.

VOVOR Vanessa, 2024. « Gouvernance participative : une solution pour l'urbanisation en Afrique subsaharienne », podcast, Notes Vocales, Spotify.

WATSON Vanessa, 2014. « African urban fantasies: Dreams or nightmares? », *Environment and Urbanization*, 26(1), pp. 215-231.

WEICK Karl, 1995. *Sensemaking in Organizations*, Thousand Oaks, SAGE Publications.